



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.019/2/V
du 30 août 2021

advies 70.019/2/V
van 30 augustus 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'déterminant les modalités de
vente publique judiciaire
électronique de biens meubles
en vertu des articles 1516,
1522 et 1526 du Code
judiciaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vastlegging van de
modaliteiten van de openbare
gerechtelijke elektronische
verkoop van roerende goederen
krachtens artikelen 1516, 1522
en 1526 van het Gerechtelijk
Wetboek'

Le 26 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 9 septembre 2021, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les modalités de vente publique judiciaire électronique de biens meubles en vertu des articles 1516, 1522 et 1526 du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 30 août 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 août 2021.

*

Op 26 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 9 september 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van de modaliteiten van de openbare gerechtelijke elektronische verkoop van roerende goederen krachtens artikelen 1516, 1522 en 1526 van het Gerechtelijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 30 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 augustus 2021.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Les articles 1516, alinéa 3, 1522, alinéa 3, et 1526, alinéa 3, du Code judiciaire ont été insérés, et non modifiés, par la loi du 5 mai 2019 'portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés'.

Par conséquent, à l'alinéa 1^{er}, il sera précisé que les articles 1516, alinéa 3, et 1522, alinéa 3, ont été insérés par la loi du 5 mai 2019 et que l'article 1526, alinéa 3, du Code judiciaire a été inséré par la loi du 5 mai 2019 et modifié par la loi dont l'avant-projet (avant-projet de loi 'visant à rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme') a fait l'objet de l'avis 69.439/1-2-3-4.

2. L'alinéa 3 sera complété par la date de l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, à savoir le 30 juin 2021.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Une énumération au sein d'un article se présente sous la forme de la séquence « 1^o », « 2^o », « 3^o », etc. et non sous celle de tirets ¹.

2. Au quatrième tiret, les mots « mentionnée ci-après » seront omis.

3. Il convient de ne pas introduire d'éléments normatifs dans une définition ².

L'obligation de publier sur la plateforme les conditions générales d'utilisation et l'obligation pour le candidat-acheteur d'accepter les conditions générales d'utilisation lors de chaque enregistrement, qui figurent au huitième tiret dans la définition des mots « Conditions générales d'utilisation », figureront dans un autre article du projet.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 58 et 59.

² *Ibidem*, recommandation n^o 97.

Au neuvième tiret, les mots et signe de ponctuation « , disponibles sur la plateforme et qui doivent être acceptées par le candidat-acheteur préalablement à chaque participation à la vente » doivent être transférés dans d'autres articles, après avoir été adaptés.

Article 2

L'article 2, alinéa 1^{er}, dispose que

« [l]a vente est annoncée sur la plateforme, le cas échéant, sans préjudice des exigences de l'article 1516 du Code judiciaire ».

Interrogée au sujet de la portée de cette disposition, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« L'article 1516 du Code judiciaire contient entre autres deux exigences importantes qui sont : l'affichage du placard dressé au lieu de la vente au moins trois jours ouvrables avant le jour de la vente et la transmission d'un exemplaire de ce placard au débiteur dans le même délai. Il faudra dans ce cadre, distinguer la vente purement électronique et la vente combinée.

Dans le cas d'une vente purement électronique : l'huissier de justice devra toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente. Il ne devra simplement pas afficher ce placard 'à l'endroit où aura lieu la vente' dès lors qu'il n'y a pas d'endroit physique où aura lieu la vente. L'huissier décidera par ailleurs du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme, cette annonce pouvant avoir lieu à tout moment.

Dans le cas d'une vente combinée, par contre, l'huissier de justice devra non seulement toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente, mais devra également afficher ce placard selon le prescrit de l'article 1516 du Code judiciaire au lieu physique de la vente étant donné qu'il y aura bien un lieu physique de vente. L'huissier de justice pourra par ailleurs décider du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme ».

L'article 2, alinéa 1^{er}, du projet sera revu afin de viser plus précisément l'article 1516, alinéas 1^{er} et 2, du Code judiciaire.

Par ailleurs, il ressort de la réponse de la déléguée du Ministre que la disposition à l'examen doit être comprise en ce sens que diverses modalités prévues à l'article 1516, alinéas 1^{er} et 2, du Code judiciaire trouvent à s'appliquer en cas de vente électronique, qu'elle soit purement électronique ou combinée avec une vente dans la salle des ventes.

Dès lors que les mots « le cas échéant » sont imprécis et laissent entendre que les modalités qu'impose l'article 1516, alinéas 1^{er} et 2, du Code judiciaire pourraient ne pas être respectées, il y a lieu de les omettre et de revoir l'article 2, alinéa 1^{er}, du projet afin que celui-ci traduise plus clairement l'intention de son auteur dans le respect de l'article 1516 du Code judiciaire.

Cette intention serait mieux traduite en indiquant de manière expresse dans le dispositif, pour chacun des deux cas de figure (vente publique exclusivement électronique et vente combinée), celles des formalités des deux alinéas de l'article 1516 du Code judiciaire qui,

conformément aux exigences légales, doivent demeurer. Le texte prendra soin à exprimer que c'est « conformément à » cette dernière disposition que ces précisions sont apportées et ce, afin d'éviter la critique selon laquelle un texte réglementaire apparaîtrait à tort comme énonçant une règle alors qu'elle trouve en réalité sa source dans une disposition législative.

Article 4

1. De l'accord de la déléguée du Ministre, les mots « à l'article 7, § 2 ou § 3 », figurant à l'article 4, § 2, seront remplacés par les mots « à l'article 7, § 1^{er} ou 2 ».

La même observation vaut pour les articles 4, § 3, 6°, et § 5, et 10, § 1^{er}, 1°.

2. À l'article 4, § 3, 7°, les mots « à l'article 9 » seront remplacés par les mots « à l'article 9, § 1^{er} ».

La même observation vaut pour les articles 11 et 12.

3. Conformément à l'article 4, § 4, alinéa 1^{er}, les données d'identification des candidats-acheteurs sont conservées « pour une durée de 12 mois minimum suivant l'enregistrement ou suivant toute participation à une vente ».

L'article 4, § 5, 3°, dispose par ailleurs que le candidat-acheteur « qui n'a encore émis aucune enchère et celui qui n'a plus émis d'enchère depuis au moins 6 mois peut, à tout moment, demander la suppression de ses données personnelles ».

La lecture combinée de ces deux dispositions ne permet pas de considérer avec certitude qu'un candidat-acheteur qui s'est enregistré mais qui n'a jamais émis d'enchère depuis son enregistrement dispose également, sur la base de l'article 4, § 5, 3°, du droit d'obtenir la suppression de ses données.

L'article 4 sera clarifié.

4. L'article 4, § 5, 2°, prévoit que les données des candidats-acheteurs participant à une vente publique sont accessibles à l'huissier qui assume la gestion et l'organisation de la vente ainsi qu'aux collaborateurs à qui il accorde ce droit, sous sa responsabilité.

Quant à l'article 4, § 6, 2°, il ne prévoit pas l'accès aux données visées à l'article 4, § 3, 5° à 8°, pour les collaborateurs de l'huissier. La déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit à ce sujet :

« Dans le cadre de l'article 4, § 6, 2°, les mots 'huissier de justice' incluent en réalité également tout collaborateur auquel l'huissier en charge de la gestion et de l'organisation de la vente aurait accordé un droit. Cette disposition peut être complétée pour préciser telle lecture ».

L'article 4, § 6, 2°, sera revu en ce sens.

Article 5

1. Au paragraphe 2, le règlement général sur la protection des données sera mentionné par son intitulé complet (« règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) »).

2. À l'article 5, § 3, les mots « doivent s'engager » seront remplacés par les mots « s'engagent »³.

Article 7

Au sujet de la collecte du numéro de registre national, prévue par l'article 7, § 1^{er}, 4°, et § 2, 5°, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« L'article 6 du projet exige un enregistrement sur la plateforme ainsi qu'une authentification de la part du candidat-acheteur au moyen du module d'identification de la carte d'identité électronique ou celui d'un autre système adéquat offrant un niveau de sécurité équivalent ('It's me' par exemple). Une troisième possibilité est que le candidat-acheteur s'authentifie via un système de double facteur de vérification en utilisant son numéro de GSM.

Précisément dans ce dernier cas, le numéro de registre national reste utile, afin d'identifier avec certitude le candidat-acheteur, en cas de fraude ou par exemple en cas d'application de l'article 1526, al. 2, C. jud. (afin de retrouver le candidat-acheteur qui n'a pas payé le bien acheté) ».

Elle indique par ailleurs qu'

« [a]fin de garantir la visibilité la plus complète possible pour la plateforme (et éviter toute discrimination), la plateforme sera effectivement accessible aux personnes ayant une nationalité autre que la nationalité belge.

Si le candidat-acheteur ne dispose pas de carte d'identité électronique belge, il sera recouru au système d'identification en double facteur via le numéro de téléphone qui ne nécessite donc pas l'usage d'une carte d'identité ».

Ces précisions seront utilement apportées dans le rapport au Roi afin d'éclairer le lecteur sur la signification des mots « le cas échéant », qui figurent à l'article 7, § 1^{er}, 4°, et § 2, 5°.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2.

Article 8

1. Conformément à l'article 8, § 2, alinéa 2,

« [u]ne rétribution est [due] par l'acheteur. Cette rétribution consiste en un montant progressif sur le prix de vente, déterminé par la Chambre nationale des huissiers de justice. Le montant de la rétribution est affiché au moment de la confirmation de chaque enchère. Le montant de cette rétribution est annuellement communiqué au Ministre de la Justice ».

La section de législation a déjà souligné à plusieurs reprises que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes ou institutions publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public belge en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que tout contrôle parlementaire direct fait alors défaut en la matière. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État ; en outre, cette pratique rend incertaine la détermination de la place qu'occupent ces actes réglementaires dans la hiérarchie des normes.

Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que ces organismes ou ces institutions, qui devaient appliquer la réglementation concernée, étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée ⁴.

En l'espèce, la fixation du montant de la rétribution ne présente pas le caractère technique qui justifie une délégation à la Chambre nationale des huissiers de justice. S'agissant d'une mesure accessoire ou de détail, elle pourrait, par contre, être déléguée au ministre de la Justice.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 3 prévoit que l'huissier de justice peut décider de suspendre ou clôturer la vente à tout moment. Il suit l'alinéa 1^{er}, consacré à la clôture de la vente et à la réalisation de l'adjudication, après l'enregistrement de la dernière enchère émise.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 2 en question ne permet notamment pas de déterminer dans quelles hypothèses l'huissier est ainsi habilité à clôturer une vente « à tout moment », y compris donc avant l'enregistrement de la dernière enchère qui aurait pu être émise jusqu'au terme de la durée fixée pour la vente. Compte tenu de ce que la décision de l'huissier pourrait avoir des répercussions sur les intérêts des créanciers et des débiteurs intéressés par la vente, des

⁴ Avis 40.615/2 donné le 6 juin 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 'portant des dispositions diverses' (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 2518/1, pp. 346 à 389, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40615.pdf>) ; avis 69.453/2 donné le 24 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises' ; avis 69.921/2/V donné le 18 août 2021 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'.

explications figureront utilement dans le rapport au Roi en ce qui concerne les hypothèses ainsi envisagées. Le cas échéant, le dispositif sera complété sur ce point.

Article 10

1. Au sujet de l'article 10, § 1^{er}, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« La formulation est, selon nous, un peu maladroite et peut prêter à confusion en ce que l'adjudication a lieu, en réalité, immédiatement à la fin de la vente. Ce n'est donc pas l'adjudication qui doit avoir lieu dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'envoi de l'avis électronique à l'acheteur ayant émis l'enchère la plus élevée, mais bien le procès-verbal d'adjudication qui doit être dressé dans ce délai ».

La phrase introductive de l'article 10, § 1^{er}, sera revue en ce sens.

2. Interrogée au sujet du nombre d'enchères qui doivent figurer dans le procès-verbal d'adjudication, la déléguée a expliqué qu'

« [i]l ressort de la pratique quotidienne que seul le montant de la dernière enchère est mentionné dans le P-V d'adjudication. Nous proposons d'adapter l'AR en conséquence ».

L'article 10, § 1^{er}, 3^o, sera également revu en ce sens.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De artikelen 1516, derde lid, 1522, derde lid, en 1526, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek zijn ingevoegd, en niet gewijzigd, bij de wet van 5 mei 2019 ‘houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank’.

Bijgevolg moet in het eerste lid gepreciseerd worden dat de artikelen 1516, derde lid, en 1522, derde lid, ingevoegd zijn bij de wet van 5 mei 2019 en dat artikel 1526, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd is bij de wet van 5 mei 2019 en gewijzigd is bij de wet over het voorontwerp waarvan (voorontwerp van wet ‘om justitie sneller, menselijker en straffer te maken’) advies 69.439/1-2-3-4 uitgebracht is.

2. Het derde lid moet aangevuld worden met de datum waarop de staatssecretaris voor Begroting het ontwerp akkoord heeft bevonden, namelijk 30 juni 2021.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In een opsomming binnen een artikel wordt gewerkt met de ondervindingen “1°”, “2°”, “3°”, enz., en niet met streepjes.¹

2. Onder het vierde streepje moeten de woorden “hierna vermelde” weggelaten worden.

3. In een definitie mogen geen regelgevende elementen opgenomen worden.²

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 58 en 59.

² *Ibidem*, aanbeveling 97.

De verplichting om op het platform de algemene gebruiksvoorwaarden bekend te maken en de verplichting voor de kandidaat-koper om bij elke registratie de algemene gebruiksvoorwaarden te aanvaarden, waarvan melding gemaakt wordt onder het achtste streepje van de definitie van de woorden “Algemene gebruiksvoorwaarden”, moeten in een ander artikel van het ontwerp vermeld worden.

Onder het negende streepje moeten de woorden en het leesteken “, die beschikbaar zijn op het platform en die de kandidaat-koper voorafgaandelijk aan elke deelname aan een verkoop moet aanvaarden” naar andere artikelen overgeheveld worden, na aanpassing.

Artikel 2

Artikel 2, eerste lid, luidt als volgt:

“De verkoop wordt bekendgemaakt via het platform, desgevallend onverminderd de eisen van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek.”

Op de vraag wat de strekking is van die bepaling, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'article 1516 du Code judiciaire contient entre autres deux exigences importantes qui sont: l'affichage du placard dressé au lieu de la vente au moins trois jours ouvrables avant le jour de la vente et la transmission d'un exemplaire de ce placard au débiteur dans le même délai. Il faudra dans ce cadre, distinguer la vente purement électronique et la vente combinée.

Dans le cas d'une vente purement électronique: l'huissier de justice devra toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente. Il ne devra simplement pas afficher ce placard 'à l'endroit où aura lieu la vente' dès lors qu'il n'y a pas d'endroit physique où aura lieu la vente. L'huissier décidera par ailleurs du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme, cette annonce pouvant avoir lieu à tout moment.

Dans le cas d'une vente combinée, par contre, l'huissier de justice devra non seulement toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente, mais devra également afficher ce placard selon le prescrit de l'article 1516 du Code judiciaire au lieu physique de la vente étant donné qu'il y aura bien un lieu physique de vente. L'huissier de justice pourra par ailleurs décider du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme.”

Artikel 2, eerste lid, van het ontwerp moet aldus herzien worden dat daarin nauwkeuriger verwezen wordt naar artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Uit het antwoord van de gemachtigde van de minister blijkt overigens dat de voorliggende bepaling in die zin begrepen dient te worden dat verschillende regels vastgesteld in artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn in geval van een elektronische verkoop, ongeacht of het om een louter elektronische verkoop gaat, dan wel om een elektronische verkoop én een verkoop in de veilingzaal.

Aangezien het woord “desgevallend” onduidelijk is en de indruk wekt dat de regels opgelegd bij artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek niet nageleefd zouden kunnen worden, moet het weggelaten worden en moet artikel 2, eerste lid, van het ontwerp aldus herzien worden dat daarin duidelijker de bedoeling van de steller ervan weergegeven wordt, met inachtneming van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die bedoeling zou beter weergegeven worden door in het dispositief voor elk van beide gevallen (louter elektronische openbare verkoop en gemengde verkoop) uitdrukkelijk aan te geven welke van de vormvoorschriften die in beide leden van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek vervat zijn overeenkomstig de wettelijke vereisten behouden moeten blijven. Er moet voor gezorgd worden dat in de tekst tot uiting komt dat die verduidelijkingen “overeenkomstig” die laatste bepaling aangebracht worden, teneinde de kritiek te vermijden dat de indruk zou kunnen ontstaan dat in een regelgevende tekst een regel geformuleerd wordt, terwijl die regel in feite zijn oorsprong vindt in een wetbepaling.

Artikel 4

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “in artikel 7, § 2 of 3” vervat in artikel 4, § 2, vervangen moeten worden door de woorden “in artikel 7, § 1 of § 2”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4, § 3, 6°, en § 5, en 10, § 1, 1°.

2. In artikel 4, § 3, 7°, moeten de woorden “in artikel 9” vervangen worden door de woorden “in artikel 9, § 1”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 11 en 12.

3. Overeenkomstig artikel 4, § 4, eerste lid, worden de identificatiegegevens van de kandidaat-kopers “vanaf de registratie of de deelname aan een verkoop gedurende minimum 12 maanden bewaard”.

In artikel 4, § 5, 3°, wordt voorts bepaald dat de kandidaat-koper “[d]ie nog geen bod heeft uitgebracht en [d]ie al minstens 6 maanden geen bod meer heeft uitgebracht (...) te allen tijde [kan] verzoeken om verwijdering van zijn persoonsgegevens”.

Op grond van de samenlezing van die twee bepalingen kan er niet met zekerheid van uitgegaan worden dat een kandidaat-koper die zich geregistreerd heeft maar sinds zijn registratie nog nooit een bod uitgebracht heeft, op basis van artikel 4, § 5, 3°, eveneens het recht heeft om zijn gegevens te laten verwijderen.

Artikel 4 moet verduidelijkt worden.

4. Artikel 4, § 5, 2°, bepaalt dat de deurwaarder die het beheer en de organisatie van de verkoop op zich neemt alsook de medewerkers aan wie hij dit recht toekent onder zijn verantwoordelijkheid toegang hebben tot de gegevens van de kandidaat-kopers die deelnemen aan een openbare verkoop.

Artikel 4, § 6, 2°, bepaalt zijnerzijds niet dat de medewerkers van de deurwaarder toegang hebben tot de gegevens bedoeld in artikel 4, § 3, 5° tot 8°. De gemachtigde van de minister heeft in dat verband het volgende gesteld:

“Dans le cadre de l'article 4, § 6, 2°, les mots 'huissier de justice' incluent en réalité également tout collaborateur auquel l'huissier en charge de la gestion et de l'organisation de la vente aurait accordé un droit. Cette disposition peut être complétée pour préciser telle lecture.”

Artikel 4, § 6, 2°, moet in die zin herzien worden.

Artikel 5

1. In paragraaf 2 moet melding gemaakt worden van het volledige opschrift van de algemene verordening gegevensbescherming (“verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)”).

2. In artikel 5, § 3, moeten de woorden “moeten zich schriftelijk verbinden” vervangen worden door de woorden “verbinden zich schriftelijk”.³

Artikel 7

In verband met het opvragen van het rijksregisternummer waarin artikel 7, § 1, 4°, en § 2, 5°, voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“L'article 6 du projet exige un enregistrement sur la plateforme ainsi qu'une authentification de la part du candidat-acheteur au moyen du module d'identification de la carte d'identité électronique ou celui d'un autre système adéquat offrant un niveau de sécurité équivalent ('It's me' par exemple). Une troisième possibilité est que le candidat-acheteur s'authentifie via un système de double facteur de vérification en utilisant son numéro de GSM.

Précisément dans ce dernier cas, le numéro de registre national reste utile, afin d'identifier avec certitude le candidat-acheteur, en cas de fraude ou par exemple en cas d'application de l'article 1526, al. 2, C. jud. (afin de retrouver le candidat-acheteur qui n'a pas payé le bien acheté).”

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2.

Ze merkt bovendien het volgende op:

“Afin de garantir la visibilité la plus complète possible pour la plateforme (et éviter toute discrimination), la plateforme sera effectivement accessible aux personnes ayant une nationalité autre que la nationalité belge.

Si le candidat-acheteur ne dispose pas de carte d'identité électronique belge, il sera recouru au système d'identification en double facteur via le numéro de téléphone qui ne nécessite donc pas l'usage d'une carte d'identité.”

Het verdient aanbeveling om die verduidelijkingen aan te brengen in het verslag aan de Koning teneinde aan de lezer duidelijk te maken wat de betekenis is van het woord “desgevallend” dat vervat is in artikel 7, § 1, 4°, en § 2, 5°.

Artikel 8

1. Artikel 8, § 2, tweede lid, luidt als volgt:

“De koper moet een retributie betalen. Deze retributie bestaat uit een progressief bedrag over de verkoopprijs, vastgesteld door de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders. Het bedrag van de vergoeding wordt bij de bevestiging van elke bieding aangegeven. Het bedrag van deze retributie wordt jaarlijks aan de Minister van Justitie meegedeeld.”

Zoals de afdeling Wetgeving reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, valt het toekennen van verordenende bevoegdheden aan instanties of openbare instellingen of aan organen ervan moeilijk in overeenstemming te brengen met de algemene principes van het Belgisch publiekrecht, aangezien erdoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en ter zake iedere rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake bekendmaking en de preventieve controle van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; bovendien creëert die praktijk onzekerheid over de plaats die die regelgevende teksten innemen in de hiërarchie van de normen.

Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een reglementaire bevoegdheid aan zulke instanties of openbare instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan kon worden uitgegaan dat die instanties of die instellingen, die de betrokken regelgeving dienden toe te passen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.⁴

⁴ Advies 40.615/2, op 6 juni 2006 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 20 juli 2006 ‘houdende diverse bepalingen’ (*Parl.St.* Kamer 2005-06, nr. 2518/001, 346-389, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40615.pdf>); advies 69.453/2, op 24 juni 2021 gegeven over een voorontwerp van wet ‘tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen’; advies 69.921/2/V, op 18 augustus 2021 gegeven over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’.

In casu is de vaststelling van het bedrag van de vergoeding niet van een zodanig technische aard dat een delegatie aan de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders gerechtvaardigd is. Aangezien het om een bijkomstige maatregel of een detailkwestie gaat, zou die vaststelling echter aan de minister van Justitie overgelaten kunnen worden.

2. Het tweede lid van paragraaf 3 bepaalt dat de gerechtsdeurwaarder op elk moment kan beslissen om de verkoop op te schorten of af te sluiten. Het volgt op het eerste lid dat handelt over het afsluiten van de verkoop en de toewijzing van het goed na registratie van de laatste bieding.

Zoals het tweede lid in kwestie gesteld is, kan met name niet bepaald worden in welke gevallen de deurwaarder aldus gemachtigd wordt om een verkoop “op elk moment” af te sluiten, dus ook vóór de registratie van het laatste bod dat tot op het einde van de voor de verkoop vastgestelde termijn had kunnen worden uitgebracht. Gelet op het feit dat de beslissing van de deurwaarder een weerslag zou kunnen hebben op de belangen van de bij de verkoop betrokken schuldeisers en schuldenaars, verdient het aanbeveling om in het verslag aan de Koning uitleg te geven over de aldus beoogde gevallen. Het dispositief moet in voorkomend geval op dat punt aangevuld worden.

Artikel 10

1. In verband met artikel 10, § 1, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“La formulation est, selon nous, un peu maladroite et peut prêter à confusion en ce que l’adjudication a lieu, en réalité, immédiatement à la fin de la vente. Ce n’est donc pas l’adjudication qui doit avoir lieu dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l’envoi de l’avis électronique à l’acheteur ayant émis l’enchère la plus élevée, mais bien le procès-verbal d’adjudication qui doit être dressé dans ce délai.”

De inleidende zin van artikel 10, § 1, moet in die zin herzien worden.

2. Op de vraag hoeveel biedingen in het proces-verbaal van toewijzing opgenomen moeten worden, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Il ressort de la pratique quotidienne que seul le montant de la dernière enchère est mentionné dans le P-V d’adjudication. Nous proposons d’adapter l’AR en conséquence.”

Artikel 10, § 1, 3°, moet eveneens in die zin herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT